



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article7821>

Quel avenir pour Québec solidaire ? La voie de la rupture démocratique

- Journal des Alternatives - Publications - Articles et analyses - Articles de l'extérieur -



Date de mise en ligne : samedi 17 mai 2014

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Les ré-sul-tats ob-tenus par Québec So-li-daire aux der-nières élec-tions comme le fait qu'il n'y aura pas de nou-velles élec-tions d'ici 4 ans in-visitent à s'interroger sur le type d'intervention que ce parti de-vrait pri-vi-lé-gier au cours des pro-chaines an-nées. Ce texte - en cher-chant à aller sur le fond[1] - vise à pro-poser quelques pre-miers ja-lons en la matière.

Au terme de cette cam-pagne élec-to-rale de mars et avril 2014, les ques-tions res-tent nom-breuses pour les par-ti-sans de Québec So-li-daire. Certes Q.S. a connu cer-tains ré-sul-tats en-cou-ra-geants (une crois-sance de 1,7 %, une dé-putée de plus, etc.), mais lorsqu'on cherche à se pro-jeter dans l'avenir et à ré-flé-chir aux réelles chances d'une for-ma-tion po-li-tique de gauche comme Q.S., on reste hanté par bien des interrogations.

Par exemple, devrait-on se contenter de l'idée très simple qu'à chaque nou-velle cam-pagne on ac-cu-mule quelques nou-veaux dé-putés en at-ten-dant le jour (loin-tain ?) où - « vague orange/Québec so-li-daire » en prime - on en aura assez pour gou-verner et en-clen-cher la mise en route du pro-gramme de Q.S.?

Doit-on au contraire ima-giner qu'on res-tera un parti à la marge - certes sym-pa-thique (an-gé-lique, di-ront cer-tains) - mais juste bon à épicer les dé-bats et à avancer quelques idées gé-né-reuses, une sorte de sel de la terre inoffensif ?

Ou autre pos-si-bi-lité en-core : doit-on se dire qu'on n'arrivera ja-mais au pou-voir (au gou-ver-ne-ment) si on ne mâ-tine pas notre pro-gramme d'une bonne dose de réa-lisme - en col-lant plus aux idées qui sont do-mi-nantes - et no-tam-ment si on ne se ré-fère pas plus ex-pli-ci-te-ment aux idéaux de la social-démocratie ou plus exac-te-ment de ses ori-peaux contem-po-rains, le social-libéralisme[2], seule voie ap-pa-rente pour penser à des ré-formes réa-li-sables dans le contexte du ca-pi-ta-lisme de l'Amérique du Nord ?

Ce texte cherche à ex-plorer une autre voie ; une voie qui - loin tout à la fois de la ten-ta-tion social-libérale et de la chi-mère d'un grand soir (ima-giné pour de-main) - pour-rait servir de cadre de ré-fé-rence à une pos-sible stra-tégie de Q.S. pensée sur le long terme ; une stra-tégie qui tout en pre-nant en compte le réel des rap-ports de force so-ciaux et po-li-tiques (tels qu'ils se donnent aujourd'hui au Québec), n'abdiquerait pas de sa vo-lonté de vou-loir y faire naître - ainsi que son pro-gramme le pro-pose - une so-ciété sou-cieuse de jus-tice so-ciale qui soit tout à la fois fé-mi-niste, in-dé-pen-dan-tiste, al-ter-mon-dia-liste et éco-lo-giste. Nous ap-pel-le-rons cette voie, la voie de la rup-ture démocratique.

Le contexte de fond qui dé-ter-mine tout

Il faut bien sûr partir du contexte qui est le nôtre pour en prendre acte loin de tout « mi-rage jo-via-liste » : celui d'une hé-gé-monie néo-li-bé-rale gran-dis-sante (ce qui est loin d'être une bonne af-faire pour un parti de gauche !) et au-delà d'une re-lance du ca-pi-ta-lisme glo-ba-lisé à l'échelle du monde dont la poussée des pays émer-gents - Chine en tête - en se-ra-it l'expression la plus ma-ni-feste. Avec ce-pen-dant quelques bé-mols non né-gli-geables : cette re-lance ne se fait pas sans crises ni se-cousses im-por-tantes (voir la crise fi-nan-cière de 2008) ou dé-gâts éco-lo-giques ré-cur-rents (Deepwater-Horizon [2010], Fu-ku-shima [2011], etc.), et sans non plus d'importantes ré-ac-tions col-lec-tives, certes conjonc-tu-relles ou éphé-mères, mais mas-sives comme par exemple le mou-ve-ment des in-di-gnés ou le mou-ve-ment du prin-temps Érable au Québec ou en-core le Prin-temps arabe. Des ré-ac-tions qui néan-moins ne par-viennent pas à trouver des dé-bou-chés po-li-tiques du-rables, ni non plus à ac-croître sur le moyen terme leur in-fluence, tant il y a tout à la fois dé-ficit dé-mo-cra-tique et crise de la re-pré-sen-ta-tion po-li-tique, et tant pèsent en-core dans l'inconscient col-lectif les mo-nu-men-taux échecs so-ciaux po-li-tiques du cycle his-to-rique pré-cé-dent, ceux du com-mu-nisme, de la social-démocratie et du

nationalisme-populaire.

Cette rapide description des grands paramètres de la période dans laquelle nous nous trouvons, nous rappelle donc que la situation objective n'est a priori guère favorable à des changements structurels rapides, donc à des politiques de ruptures, tant non seulement de larges secteurs de la population ne sont pas acquis à cette idée, mais tant aussi les élites dominantes économiques, politiques et culturelles y sont profondément opposées (leur façon de régler la crise financière de 2008 en étant l'indice le plus sûr !). En termes clairs cela veut dire que les idées phares de l'actuel programme de Q.S., tel par exemple qu'il a été présenté lors de la campagne (la marche à l'indépendance, le refus du virage pétronolier, l'impératif de la justice sociale, etc.), n'ont guère de chance de devenir - en elles-mêmes et pour elles-mêmes - des idées facilement adoptées par tous et toutes.

À l'ère néolibérale, la société n'est qu'un champ de forces

Il y a un autre élément important à prendre en compte, un élément qu'à Q.S. on ne mesure pas toujours à sa juste valeur : ce n'est pas parce qu'une idée est bonne et cohérente, et qui plus est « noble » (l'idéal de la justice sociale) qu'elle sera pour autant facilement acceptée. En somme, ce n'est pas parce qu'une idée politique est bien exposée (avec clarté, etc.) et qu'elle est en elle-même convaincante, qu'elle va à tout coup rallier de larges pans d'électeurs. Dans une collectivité comme celle du Québec de l'ère néolibérale, les idées passent toujours par le tamis des intérêts et donc des affects (pour reprendre une expression de Spinoza). Elles dépendent en dernière instance de logiques d'intérêts et de la position de force qu'elles peuvent occuper au sein d'une formation sociale donnée.

Ainsi, s'il y a au Québec une très claire hégémonie néolibérale (le catholicisme néolibéral est si présent par-tout, en santé, en éducation, en culture, etc.), c'est moins suite à la valeur des idées qu'elle incarne, qu'au fait que ces dernières sont l'expression des intérêts de groupes sociaux et économiques qui sont parvenus à s'imposer socialement et politiquement. En somme ces groupes d'intérêts sont devenus si dominants et hégémoniques (économiquement, socialement, politiquement) que leurs idées ont même fini par être adoptées (et dé-si-rées) par de larges secteurs de la population qui pour-tant n'y trouvent pas d'intérêts directs, notamment en ne bénéficiant d'aucun des privilèges et avantages que les puissants (le 1 %) ont pu ces dernières années largement conforter.

La nécessaire bataille culturelle

On pourrait rajouter qu'à l'ère néolibérale, la bataille prend une dimension éminemment culturelle et idéologique. Déjà dans les années 30 (au cycle historique précédent), Antonio Gramsci nous avait appris à en tenir compte : une classe pour rester dominante au sein d'une formation sociale donnée doit non seulement disposer de la force (le pouvoir exécutif gouvernemental, les appareils répressifs, etc.), mais aussi du consentement (disposer de la légitimité et de l'appui tacite des instances idéologiques, culturelles, religieuses existantes). Elle doit donc disposer de la puissance de l'appareil d'État militaire ou policier, mais aussi et surtout gagner la bataille des idées et des arguments pour faire partager sa vision du monde et s'arranger qu'elle devienne celle de tous et toutes.

Le poids grandissant et « tonitruant » des médias - dans la formation de l'opinion publique, dans le déroulement d'une campagne, dans la constitution des rapports de force, etc. - en est à sa manière l'expression néolibérale. Il nous oblige d'ailleurs à penser la lutte sociale comme une lutte se déroulant dans de multiples secteurs de la société et dont il ne faut oublier aucun (à quand au Québec, un média de masse favorable à la gauche ?).

Il s'agit donc de ne pas mener seulement la lutte au parlement, ou dans la rue, ou encore dans l'entreprise, mais par-tout : à l'école, dans les institutions étatiques et para-étatiques, dans les syndicats, dans les médias, etc. Par-tout, il y a des espaces démocratiques à élargir ou approfondir, des contre-pouvoirs à constituer, ce qu'on pourrait appeler - en suivant Gramsci - un mouvement de contre-hégémonie à relancer puis à renforcer et faire croître.

Mais quel genre de parti est donc Q.S. ?

Dans ce contexte, comment se situe Q.S.? Parti de gauche pluriel, à sa manière atypique, parti « post-chute du mur de Berlin », Q.S. a connu au point de départ une approche plus pragmatique qu'idéologique. Ce parti s'est donc constitué d'abord en voulant répondre à une puissante aspiration unitaire provenant de divers groupes et sensibilités de gauche, tout en se faisant l'écho des mouvements sociaux dont étaient issus ses membres fondateurs ainsi qu'en cherchant à répondre en premier lieu aux questions immédiates que pouvaient se poser ses militants dans le contexte du Québec. D'où ses volontés féministes, altermondialistes, écologistes, indépendantistes, ses aspirations à la justice sociale et à la démocratie participative. Volontés dont on voit bien cependant comment elles appellent des transformations structurelles qui heurtent de plein fouet le fonctionnement de la société capitaliste néolibérale du Québec.

Il est vrai que l'orientation générale de Q.S. doit aussi être nuancée par la relative indétermination de son programme économique (économie sociale, étatique, privée : laquelle prime ?), par le fait que, même si une de ses brochures évoque l'idée d'un dépassement du capitalisme, il n'est fait aucune référence à l'idéal socialiste (fut-il du 21^e siècle[3] !). Elle doit aussi être relativisée en fonction de la façon dont Q.S. s'est « dans les faits » construite (l'utilisation du code Morin, la référence aux traditions syndicales ou communautaires, sa pratique d'abord électoraliste, etc.) ainsi que de la façon dont ce parti tend souvent à privilégier au point de départ une logique communautaire qui insiste sur la forme plus que sur le fond et en vient à répondre aux questions sur un mode toujours conjoncturel.

Il est remarquable aussi que l'idéal social-démocrate (ou ce qu'il en reste sous la forme de social-libéralisme) n'ait jamais été - ou pas encore - revendiqué comme tel, même s'il existe certains de ses représentants qui en défendent la pertinence. Et même si plus récemment Françoise David et Andres Fontcilla ont utilisé explicitement le terme lors d'un premier bilan de la campagne[4]. On le voit donc bien : Q.S. reste un parti ouvert et pluriel, un parti/processus dont les grandes orientations sont loin d'être encore totalement définies et qui pourrait donc dériver facilement dans un sens ou dans un autre.

Pourquoi penser la transition

Il faut rappeler que nous sommes sortis - lors la décennie des années 80 - d'un long cycle de luttes socio-politiques qui, selon des penseurs comme Wallerstein ou Arighi[5], s'est initié en 1848 et après avoir été capable de faire naître jusqu'à des États aux prétentions socialistes, s'est brutalement effondré en 1989 avec la chute du mur de Berlin, la dissolution de l'URSS puis la disparition des pays dits socialistes, entraînant dans son sillage une formidable crise des alternatives socio-politiques au tour desquelles s'étaient cristallisées les oppositions au capitalisme.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets et puisque le capitalisme depuis la fin des années 80, loin de disparaître, s'est redéployé encore plus largement, on peut donc imaginer que les mouvements de rébellions et de résistances de masse que ce mode de production avait fait naître et croître peu à peu aux 19^e et 20^e siècles, risquent bien de se reconstituer. Mais évidemment ils le feront sur la base d'un nouveau cycle historique qui a sa propre dynamique et qui tout en donnant l'impression de tout recommencer à neuf, se trouve néanmoins profondément enraciné dans le passé, influencé par les bons coups comme les échecs qui se sont

donnés au cycle pré-cé-dent. Aussi si l'on veut par-ti-ciper ac-ti-ve-ment à ce re-dé-ploie-ment des ré-sis-tances et dans leur sillage à l'approfondissement d'espaces dé-mo-cra-tiques et à la re-cons-ti-tu-tion de pou-voirs contre-hégémoniques chaque fois plus im-por-tants, il faut comme l'indique Al-berto Tos-cano[6] être ca-pable de penser son ac-tion sur le mode de la tran-si-tion, et même de la tran-si-tion longue et tra-gique. **Seule ma-nière de penser la trans-for-ma-tion du réel tel qu'il se donne pra-ti-que-ment à nous, en n'en res-tant pas au do-main de l'uto-pie chi-mé-rique, ni en se ra-bat-tant sur le seul et hy-po-thé-tique sur-gis-se-ment d'un évé-ne-ment ré-vo-lu-tion-naire (dans la li-gnée de Ran-cière, Ba-diou, et de bien des re-pré-sen-tants du mou-ve-ment li-ber-taire, etc.).**

Que veut dire penser la transition

- C'est cher-cher à avoir le re-gard qui porte au loin, en ne se conten-tant pas de voir les choses seule-ment, une ou deux élec-tions en avant.
- C'est pointer du doigt le for-mi-dable dé-ficit dé-mo-cra-tique qui ta-raude nos so-ciétés contem-po-raines et qui fait que d'immenses ma-jo-rités ont fini par ne plus avoir au-cune prise sur leur destin, pri-vées de voix et de moyens pour se faire en-tendre et reconnaître.
- C'est se poser la ques-tion du dé-pas-se-ment du ca-pi-ta-lisme : com-ment peut-on vé-ri-ta-ble-ment y ar-river, sur-tout si l'on pense que ce mode de pro-duc-tion est res-pon-sable non seule-ment de crises et d'injustices no-toires, mais aussi de dé-gats en-vi-ron-ne-men-taux de plus en plus pré-oc-cu-pants pour l'avenir de la pla-nète elle-même.
- C'est cher-cher à dé-passer la si-tua-tion so-ciale et po-li-tique telle qu'elle s'offre à nous aujourd'hui, en nous don-nant les moyens de faire évo-luer les rap-ports de force so-cio-po-li-tiques en notre fa-veur, de ma-nière à être par la suite en meilleure po-si-tion et condi-tion pour aller plus loin.
- C'est par-ti-ciper à la créa-tion de tou-jours plus de mo-bi-li-sa-tions so-ciales, de ca-pa-cité de luttes, de pou-voir d'affirmation des gens d'en bas, des sec-teurs po-pu-laires, des classes dites moyennes, de ces 99 % de la po-pu-la-tion dont les in-té-rêts ne sont pas pris en compte par les dy-na-miques néo-li-bé-rales contemporaines.

En somme c'est par-ti-ciper à la re-lance d'un vaste mou-ve-ment so-cial de re-prise de contrôle col-lectif sur la so-ciété et de re-cons-ti-tu-tions de contre-pouvoirs col-lec-tifs (un double pou-voir en germe), mais orien-tées au-tour de la réa-li-sa-tion de trans-for-ma-tions struc-tu-relles pen-sées sur le long terme.

C'est donc par-ti-ciper à la re-cons-truc-tion d'une com-mu-nauté d'intérêts, d'un vaste camp (celui de la ma-jo-rité, des gens d'en bas), en fa-vo-ri-sant par-tout où c'est pos-sible l'unité la plus large contre le néo-li-bé-ra-lisme et les liens « po-pu-listes » et in-ces-tueux qui ont fini par unir cer-tains sec-teurs po-pu-laires aux élites au pou-voir. C'est ainsi tra-vailler à rompre avec le sys-tème en place, mais sur le mode dé-mo-cra-tique, c'est-à-dire en s'appuyant sur la mo-bi-li-sa-tion so-ciale et po-pu-laire et la consti-tu-tion de contre-pouvoirs en marche. Telle est la voie de la rup-ture démocratique.

Penser la tran-si-tion, c'est ainsi ne plus op-poser ce que l'on a ten-dance à penser de ma-nière contra-dic-toire : l'exercice du pou-voir au quo-ti-dien d'un côté, et de l'autre la prise de pou-voir ; ou alors d'un côté la pé-riode avant l'arrivée au gou-ver-ne-ment, et de l'autre celle qui lui suc-cè-dera ; ou en-core ce qui d'un côté se passe au Québec, et ce qui de l'autre se passe à l'étranger[7], etc. **Penser la tran-si-tion, c'est unir tous ces élé-ments dans une stra-tégie d'ensemble, en tra-vaillant à la rup-ture dé-mo-cra-tique, mais sur le long terme, en sa-chant qu'il y a des seuils, des sauts qua-li-ta-tifs, des « bonds de tigre » où les choses brus-que-ment s'accélèrent (no-tam-ment lors de l'arrivée au gou-ver-ne-ment, mais pas seule-ment, lors de crises so-ciales aussi), et aux-quelles il faut se pré-parer pour se trouver par la suite en meilleure po-si-tion pour réa-liser les ob-jec-tifs qu'on s'est donnés sur le long terme.**

Post-scriptum :

Pierre Mou-terde est so-cio-logue et essayiste.